



DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

**PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Et
SOUS-PREFECTURE DU RAINCY**

ETAT DES VERSEMENTS

(1879 – 2006)

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p.3
ETAT DES VERSEMENTS DE LA PREFECTURE ET DE LA SOUS-PREFECTURE DU RAINCY	p.4
<i>Préfecture</i>	p.4
Cabinet du Préfet	p.4
Sous-préfets chargés de mission	p.5
Secrétariat général	p.5
Direction des actions interministérielles (DACI)	p.7
Direction de la cohésion sociale (DCS)	p.8
Direction du développement durable et de l'aménagement (DDDA)	p.9
Direction des étrangers	p.12
Direction de la réglementation (DR)	p.13
Direction des relations avec les collectivités locales (DRCL)	p.16
<i>Sous-préfecture du Raincy</i>	p.18
Cabinet du Sous-préfet	p.18
Secrétariat général	p.18
RAPPEL SUR LES DELAIS DE COMMUNICABILITE DES ARCHIVES	p.19

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

INTRODUCTION

Dépositaire de l'autorité de l'Etat dans le département, le Préfet a des attributions d'ordre administratif, économique et social.

Il est chargé de l'application des lois et des règlements ; il est le chef des services déconcentrés de l'Etat ; il exerce également le contrôle administratif du département et des communes, ainsi que le contrôle des actes budgétaires des collectivités locales. Il préside de nombreuses commissions et participe aux manifestations officielles (cérémonies, inaugurations, accueil des personnalités ...).

Les services de la Préfecture assurent :

- la sécurité : maintien de l'ordre, protection des personnes et des biens, des réseaux de communication et de transport, prévention et traitement des risques naturels ou technologiques ;
- l'organisation de l'ensemble des opérations électorales dans le département (élections politiques et professionnelles) ;
- la réglementation des libertés publiques : délivrance des titres d'identité, application des règles relatives à l'entrée et au séjour des étrangers, à la circulation et la sécurité routière, mise en oeuvre des procédures d'autorisation de toutes sortes, des enquêtes publiques à l'initiative de l'Etat ;
- le contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités locales et de leurs établissements publics, d'une part, des organismes publics exerçant une mission d'intérêt général et utilisant des fonds publics ou percevant des ressources parafiscales, d'autre part ;
- la mise en cohérence à l'échelon territorial des politiques interministérielles, en matière d'environnement, d'urbanisme, d'emploi, d'aménagement du territoire, etc.

En matière de gestion des moyens, les préfetures ont un triple rôle : gérer leurs moyens propres, gérer les enveloppes financières réparties à l'échelon régional ou départemental, organiser les actions communes à l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat, notamment en matière de patrimoine immobilier, de recrutement, de formation et d'action sociale.

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
CABINET DU PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS - Bobigny	7W/ 1 - 36	Archives du Cabinet du Préfet.	1964-1970
	22W/ 1 - 110		1964-1970
	23W/ 1 - 10	Documentation, études générales, renseignements.	1964-1970
	24W/ 1 - 2	Protection civile, radioactivité.	1964-1971
	402W/ 1 - 8	Secours aux rapatriés, secours d'urgence.	1965-1974
	409W/ 1 - 34	Documentation, études générales, interventions du Préfet.	1964-1969
	1058W/ 1 - 48	Environnement.	1974-1981
	1085W/ 1 - 272	Archives du Cabinet du Préfet.	1968-1982
	1086W/ 1 - 56		1979-1982
	1097W/ 1 - 227		1946-1983
	1141W/ 1 - 136		1970-1985
	1148W/ 1 - 83	Enquêtes administratives, contexte économique, enquêtes sur les entreprises, foyers de migrants.	1975-1983
	1406W/ 1 - 94	Sécurité, enquêtes administratives, avancement du personnel, police, ordre public, mesures disciplinaires, délinquance, prévention, contraventions.	1976-1987
	1473W/ 1 - 94	Enquêtes administratives, sécurité, élections, lutte contre la drogue, populations nomades, étrangers, voyages officiels, décorations.	1977-1988
	1476W/ 1 - 26	Elections, étrangers, manifestations et évènements, sécurité, prévention.	1983-1987
	1528W/ 1 - 13	Enquêtes administratives.	1985-1990
	1529W/ 1 - 22	Enquêtes, personnel, police, gendarmerie, compagnie républicaine de sécurité, étrangers, réglementation, criminalité, établissements religieux, gens du voyage.	1985-1990
	1714W/ 1 - 7	Union patronale de Seine-Saint-Denis, entreprise Alsthom-Atlantique, Bourse du Travail de Bobigny, syndicats, grèves, conflits, mouvements sociaux,	1965-1981
	1801W/ 1 - 598	Archives du Cabinet du Préfet.	1965-1992
	1931W/ 1 - 18	Décernement de la Médaille de la Famille Française	1950-1986
2369W/ 1 - 195	Archives du Cabinet du Préfet	1982-2001	
23W/ 1 - 10	Documentation, études générales, renseignements.	1964-1970	
409W/ 1 - 34	Documentation, études générales, interventions du Préfet.	1964-1969	

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
SOUS-PREFET CHARGE DE MISSION AUPRES DU PREFET (1)	1018W/ 1 - 4	Journées communales du préfet.	1973-1974
	1132W/ 1 - 37	Environnement.	1974-1984
	1150W/ 1 - 15	Bidonvilles, foyers de migrants, habitat insalubre, ateliers clandestins, logement, équipements publics, étrangers	1968-1979
	1267W/ 1 - 12	Elections cantonales, recensement de population, foyers de jeunes travailleurs, police, étrangers, bidonville des Francs-Moisins à Saint-Denis, habitat insalubre	1971-1983
SOUS-PREFET CHARGE DE MISSION POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE	1633W/ 1 - 7	Politique de la ville. - Développement Social des Quartiers (DSQ)	1988-1990
	1758W/ 1 - 36		1989-1993
SECRETARIAT GENERAL DE LA PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS	BUREAU DE LA COORDINATION	<p>Les fonctions de ce bureau ont été exercées par des entités de la préfecture dont le rattachement hiérarchique ont changé à de multiples reprises. Ses fonctions sont exercées dans un premier temps par le Bureau de l'organisation administrative dépendant de la Direction de la coordination et de l'action économique, puis par le Service de l'Organisation Administrative (SOA). Un premier Bureau de la Coordination rattaché à la direction des actions interministérielles (DACI) est créé le 19 avril 1993. Ce rattachement ne dure que quelques mois : le 7 novembre 1994 le Bureau est transformé en un Service de la coordination (SC) rattaché au Secrétaire général, par regroupement de l'intégralité des attributions du Bureau de la Coordination et du Bureau du courrier [relevant jusqu'alors du service des moyens et de la logistique (SML)]. A partir du 10 décembre 2004 un nouvel organigramme renomme le service en un Bureau de la Coordination, toujours rattaché au Secrétariat général de la préfecture.</p>	
	445W/ 1 - 10	Arrêtés préfectoraux (ampliements) de 1976, livre d'enregistrement correspondant	1976-1976
	446W/ 1 - 1	Circulaires préfectorales de 1976, livre d'enregistrement correspondant	1976-1976
	447W/ 1 - 8	Circulaires préfectorales.	1969-1975
	448W/ 1 - 47	Arrêtés préfectoraux.	1971-1975
	449W/ 1 - 18		1968-1970
	1024W/ 1 - 33	Circulaires et arrêtés préfectoraux.	1977-1979
	1053W/ 1 - 13		1980-1980
	1072W/ 1 - 21	Arrêtés préfectoraux.	1981-1982
	1073W/ 1 - 44	Réglementation générale. - Tourisme, hôtellerie, camping, Comité départemental des prix.	1968-1982
	1134W/ 1 - 14	Arrêtés préfectoraux (1983), circulaires préfectorales (1981-1983)	1981-1983

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
SECRETARIAT GENERAL DE LA PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS	BUREAU DE LA COORDINATION	1146W/ 1 - 44	Publications dans le département, dépôt légal à la préfecture.	1968-1985
		1268W/ 1 - 150	Activité des services préfectoraux. - Circulaires ministérielles, commissions départementales.	1967-1985
		1181W/ 1 - 12	Circulaires et arrêtés préfectoraux.	1984-1984
		1334W/ 1 - 14		1985-1985
		1335W/ 1 - 15	Comité départemental des prix	1985-1986
		1370W/ 12 - 30	Courriers réservés.	1982-1985
		1538W/ 1 - 40	Circulaires et arrêtés préfectoraux.	1986-1988
		1628W/ 1 - 43		1989-1991
		1757W/ 1 - 44		1992-1993
		1792W/ 1 - 21		1994-1994
		1832W/ 1 - 25		1995-1995
		1953W/ 1 - 23		1996-1996
		1954W/ 1 - 26		1997-1997
		1998W/ 1 - 16		1998-1998
		2072W/ 1 - 16		1999-1999
		2124W/ 1 - 16		Arrêtés préfectoraux de l'année 2000, circulaires préfectorales de 1994 à 2000
		2168W/ 1 - 17	Arrêtés préfectoraux.	2001-2001
		2199W/ 1 - 25		2002-2002
		2260W/ 1 - 14		2003-2003
		2321W/ 1 - 15		2004-2004
		2322W/ 1 - 34		Coordination administrative de la préfecture. - Activité des services déconcentrés de l'Etat, collège des chefs de service, Commission des enfants du spectacle.
2361W/ 1 - 14	Arrêtés préfectoraux.	2005-2005		
2388W/ 1 - 13		2006-2006		

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES – DACI Direction supprimée (2004)	La Direction des actions de l'Etat (DAE) devient Direction des actions interministérielles (DACI) en 1993. A cette occasion, certaines attributions de la Direction des relations avec les collectivités locales (DRCL) lui sont transférées : il s'agit de la publication dans un journal d'annonces légales des décisions découlant de ses attributions et notamment celles de la CDEC (commission départementale d'équipements commerciaux). La Direction des Actions Interministérielles disparaît en 2004. Ses compétences sont partagées entre la Direction du Développement Durable et de l'Aménagement et la Direction de la Cohésion Sociale.	<table border="1"> <tbody> <tr> <td data-bbox="562 555 1034 587">31W/</td> <td data-bbox="1034 555 1301 587">1 - 47</td> <td data-bbox="1301 555 1962 587">Action économique et planification dans le département de la Seine-Saint-Denis</td> <td data-bbox="1962 555 2107 587">1960-1972</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 587 1034 619">33W/</td> <td data-bbox="1034 587 1301 619">1 - 21</td> <td data-bbox="1301 587 1962 619"></td> <td data-bbox="1962 587 2107 619">1964-1971</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 619 1034 651">35W/</td> <td data-bbox="1034 619 1301 651">1 - 17</td> <td data-bbox="1301 619 1962 651">Réglementation et action économique</td> <td data-bbox="1962 619 2107 651">1947-1972</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 651 1034 683">36W/</td> <td data-bbox="1034 651 1301 683">1 - 31</td> <td data-bbox="1301 651 1962 683">Action économique et planification dans le département de la Seine-Saint-Denis</td> <td data-bbox="1962 651 2107 683">1950-1970</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 683 1034 715">51W/</td> <td data-bbox="1034 683 1301 715">1 - 18</td> <td data-bbox="1301 683 1962 715"></td> <td data-bbox="1962 683 2107 715">1961-1971</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 715 1034 746">401W/</td> <td data-bbox="1034 715 1301 746">1 - 27</td> <td data-bbox="1301 715 1962 746"></td> <td data-bbox="1962 715 2107 746">1960-1973</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 746 1034 778">406W/</td> <td data-bbox="1034 746 1301 778">1 - 24</td> <td data-bbox="1301 746 1962 778"></td> <td data-bbox="1962 746 2107 778">1962-1974</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 778 1034 810">415W/</td> <td data-bbox="1034 778 1301 810">1 - 43</td> <td data-bbox="1301 778 1962 810"></td> <td data-bbox="1962 778 2107 810">1962-1975</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 810 1034 911">416W/</td> <td data-bbox="1034 810 1301 911">1 - 19</td> <td data-bbox="1301 810 1962 911">Données administratives et économiques sur la région parisienne et le département de la Seine-Saint-Denis : études, brochures, dossiers documentaires, statistiques.</td> <td data-bbox="1962 810 2107 911">1963-1970</td> </tr> </tbody> </table>	31W/	1 - 47	Action économique et planification dans le département de la Seine-Saint-Denis	1960-1972	33W/	1 - 21		1964-1971	35W/	1 - 17	Réglementation et action économique	1947-1972	36W/	1 - 31	Action économique et planification dans le département de la Seine-Saint-Denis	1950-1970	51W/	1 - 18		1961-1971	401W/	1 - 27		1960-1973	406W/	1 - 24		1962-1974	415W/	1 - 43		1962-1975	416W/	1 - 19	Données administratives et économiques sur la région parisienne et le département de la Seine-Saint-Denis : études, brochures, dossiers documentaires, statistiques.	1963-1970
31W/	1 - 47	Action économique et planification dans le département de la Seine-Saint-Denis	1960-1972																																			
33W/	1 - 21		1964-1971																																			
35W/	1 - 17	Réglementation et action économique	1947-1972																																			
36W/	1 - 31	Action économique et planification dans le département de la Seine-Saint-Denis	1950-1970																																			
51W/	1 - 18		1961-1971																																			
401W/	1 - 27		1960-1973																																			
406W/	1 - 24		1962-1974																																			
415W/	1 - 43		1962-1975																																			
416W/	1 - 19	Données administratives et économiques sur la région parisienne et le département de la Seine-Saint-Denis : études, brochures, dossiers documentaires, statistiques.	1963-1970																																			
BUREAU DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE LA CULTURE Bureau supprimé (2004)	En mars 2003, le Bureau de l'emploi et de la formation professionnelle et le Bureau du développement économique fusionnent pour créer ce bureau. Créé en 1994, le Bureau du développement économique reprenait notamment des attributions du Bureau des affaires économiques et de l'emploi, dépendant de l'ancienne Direction des Actions de l'Etat (DAE). En 2004, les compétences du Bureau du développement économique, de l'emploi et de la culture sont réparties entre la Direction du développement durable et de l'aménagement (DDDA) et la Direction de la cohésion sociale (DCS).	<table border="1"> <tbody> <tr> <td data-bbox="562 1106 1034 1169">1442W/</td> <td data-bbox="1034 1106 1301 1169">1 - 52</td> <td data-bbox="1301 1106 1962 1169">Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC).</td> <td data-bbox="1962 1106 2107 1169">1970-1985</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 1169 1034 1225">1443W/</td> <td data-bbox="1034 1169 1301 1225">1 - 14</td> <td data-bbox="1301 1169 1962 1225">Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CDFPPSE)</td> <td data-bbox="1962 1169 2107 1225">1982-1985</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 1225 1034 1281">1444W/</td> <td data-bbox="1034 1225 1301 1281">1 - 8</td> <td data-bbox="1301 1225 1962 1281">Développement économique. - Aide publique aux entreprises : contrats de solidarité</td> <td data-bbox="1962 1225 2107 1281">1982-1983</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 1281 1034 1337">1445W/</td> <td data-bbox="1034 1281 1301 1337">1 - 28</td> <td data-bbox="1301 1281 1962 1337">Implantation ou extension d'activités en Seine-Saint-Denis : comité de décentralisation</td> <td data-bbox="1962 1281 2107 1337">1975-1985</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 1337 1034 1393">1446W/</td> <td data-bbox="1034 1337 1301 1393">1 - 14</td> <td data-bbox="1301 1337 1962 1393">Développement économique. - Aide publique aux entreprises : emplois d'initiative locale</td> <td data-bbox="1962 1337 2107 1393">1981-1985</td> </tr> <tr> <td data-bbox="562 1393 1034 1431">1447W/</td> <td data-bbox="1034 1393 1301 1431">1 - 14</td> <td data-bbox="1301 1393 1962 1431">Conjoncture économique, emploi.</td> <td data-bbox="1962 1393 2107 1431">1972-1983</td> </tr> </tbody> </table>	1442W/	1 - 52	Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC).	1970-1985	1443W/	1 - 14	Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CDFPPSE)	1982-1985	1444W/	1 - 8	Développement économique. - Aide publique aux entreprises : contrats de solidarité	1982-1983	1445W/	1 - 28	Implantation ou extension d'activités en Seine-Saint-Denis : comité de décentralisation	1975-1985	1446W/	1 - 14	Développement économique. - Aide publique aux entreprises : emplois d'initiative locale	1981-1985	1447W/	1 - 14	Conjoncture économique, emploi.	1972-1983												
1442W/	1 - 52	Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC).	1970-1985																																			
1443W/	1 - 14	Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CDFPPSE)	1982-1985																																			
1444W/	1 - 8	Développement économique. - Aide publique aux entreprises : contrats de solidarité	1982-1983																																			
1445W/	1 - 28	Implantation ou extension d'activités en Seine-Saint-Denis : comité de décentralisation	1975-1985																																			
1446W/	1 - 14	Développement économique. - Aide publique aux entreprises : emplois d'initiative locale	1981-1985																																			
1447W/	1 - 14	Conjoncture économique, emploi.	1972-1983																																			

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes	
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).					
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES – DACI Direction supprimée (2004)	BUREAU DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE LA CULTURE Bureau supprimé (2004)	1452W/	1 - 3	Développement économique. – Commission départementale des finances	1985-1985
		2229W/	1 - 3	Commission départementale d'équipement commercial (CDEC)	1993-1994
		2230W/	1 - 6	Passage à l'Euro	1996-2002
		2231W/	1 - 26	Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC), correspondance du Bureau du Développement Economique	1970-1999
		2293W/	1 - 6	Economie, entreprise : prix « Entreprendre dans le 93 »	1988-1995
		2294W/	1 - 5	Action économique : convention pour la promotion de l'emploi	1991-1998
		2298W/	1 - 28	Insertion professionnelle et sociale : missions locales	1986-1994
		2299W/	1 - 25	Action économique : emplois jeunes	1997-2003
		2300W/	1 - 6	Action économique : Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC)	1992-1999
		2301W/	1 - 3	Action économique : plan d'urgence pour l'emploi et plan PME pour la France	1995-1998
DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE	Cette direction regroupe les compétences relatives aux actions de solidarité, à la politique de la ville, au logement et à l'habitat, à la rénovation urbaine, au suivi des projets de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), aux actions en faveur des gens du voyage, à la prévention du contentieux locatif, les naturalisations. Créée à la suite de la réorganisation de la Préfecture en 2004, elle récupère notamment des attributions de l'ancienne Direction de l'administration générale et du logement (DAGL) : logement, contentieux locatif.				
		18W/	1 - 5	Réquisitions de logements, arrêtés de péril imminent.	1948-1969
		1299W/	1 - 1	Préfecture de la Seine-Saint-Denis. – Journées communales ; rénovation du centre ville de Saint-Denis	1969-1980
		1712W/	1 - 66	Rapatriés d'Afrique du Nord : dons et legs, contentieux général, Conseil de Prud'hommes, réquisitions, expropriations, expulsions, bidonvilles, documentation.	1968-1983
	BUREAU DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT	Créé en 2004, ce bureau reprend notamment les attributions de l'ancien Bureau du logement, dépendant de la Direction de l'administration générale.			
		28W/	1 - 6	Logement	
	124W/	1 - 8	Logement : dossiers de demandes d'attribution.	1969-1969	

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).				
DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE	BUREAU DE LA PREVENTION ET DU CONTENTIEUX LOCATIF	Créé en 2004, ce bureau reprend notamment les attributions de l'ancien Bureau des expulsions locatives, dépendant de la Direction de l'administration générale et du logement (DAGL).		
		1289W/ 1 - 176	Expulsions locatives : dossiers individuels	
		1810W/ 1 - 354		
		1972W/ 1 - 171		1982-1992
		2200W/ 1 - 31		1986-1993
		2201W/ 1 - 19		1985-1994
		2202W/ 1 - 20		1987-1995
		2203W/ 1 - 28		1985-1996
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L' AMENAGEMENT - DDDA	BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT	Par décision préfectorale du 19 avril 1993, certaines attributions du bureau des libertés publiques sont transférées au bureau de l'environnement et des établissements classés : il s'agit de la gestion des carrières à titre principal et des explosifs à titre accessoire. En décembre 2004 lors de la réorganisation de la préfecture ce bureau, désormais Bureau de l'environnement, est rattaché à la Direction du développement durable et de l'aménagement (DDDA).		
		219W/ 1 - 104	Installations et établissements classés	1857-1978
		1023W/ 1 - 1		1972-1977
		1322W/ 1 - 300		
		1328W/ 1 - 154		
		1612W/ 1 - 229		1866-1992
		1793W/ 1 - 5		1852-1985
		2204W/ 1 - 79	Sécurité incendie : permis de construire et déclarations de travaux des établissements recevant du public	1975-1992
		2247W/ 1 - 46		1977-2002
		2249W/ 1 - 63		1980-1994
		2290W/ 1 - 161	Installations et établissements classés	1890-2004
		2304W/ 1 - 97		1882-2004

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L' AMENAGEMENT - DDDA	BUREAU DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES	Ce bureau est créé lors de la réorganisation des services de la préfecture en décembre 2004. Il reprend les attributions du Bureau de l'urbanisme et des droits des sols, auparavant rattaché à la Direction des relations avec les collectivités locales (DRCL), ainsi que du Bureau des Affaires Foncières, rattaché à l'ancienne Direction des Affaires Générales.	
		9W/ 1 - 39	Affaires foncières. - Enquêtes publiques et expropriations
		10W/ 1 - 39	
		11W/ 1 - 43	1949-1969
		12W/ 1 - 54	
		15W/ 1 - 3	Affaires foncières. - Cimetière intercommunal des communes d'Aubervilliers, La Courneuve, Bobigny, Drancy
		50W/ 1 - 4	Affaires foncières. - Lignes électriques, servitudes radio-électriques, réseau de distribution de gaz
		404W/ 1 - 148	Affaires foncières. - Commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture, enquêtes publiques et expropriations, servitudes, aliénations et ventes de terrains, installation d'équipements techniques
		428W/ 1 - 6	Affaires foncières. - Commission Départementale des Opérations Immobilières et de l'Architecture (CODOIA)
		434W/ 1 - 48	Affaires foncières. - Aliénation de terrains, changement d'affectation de locaux, équipements hydrauliques, lignes électriques, liaisons hertziennes, expropriations, résorption de l'habitat insalubre.
		1165W/ 1 - 22	Affaires foncières. - Ventes et acquisitions de terrains par l'Etat
		1292W/ 1 - 70	Affaires foncières. - Commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture, Commission régionale des opérations immobilières et de l'architecture, Commission centrale de contrôle des opérations immobilières
		1293W/ 1 - 26	Affaires foncières
		1294W/ 1 - 24	Affaires foncières. - Réunions du Groupe administratif départemental du fonds d'aménagement urbain (GAD-FAU), résorption des cités de transit, conseil d'administration de la SODEDAT

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L' AMENAGEMENT - DDDA	BUREAU DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIERES	1319W/ 1 - 99	Affaires foncières. - Rénovations urbaines, enquêtes publiques, îlots insalubres	1971-1981
		1320W/ 1 - 13	Habitat insalubre, Conseil Départemental d'Hygiène	1972-1981
		1402W/ 1 - 201	Affaires foncières. - Rénovations urbaines, construction d'équipements, enquêtes publiques, expropriations	1967-1986
		1509W/ 1 - 34	Affaires foncières. - Commission départementale des Opérations Immobilières et de l'Architecture	1970-1986
		1512W/ 1 - 12	Biens vacants et sans maître	1969-1988
		1594W/ 1 - 30	Collectivités locales, contrôle de légalité des affaires immobilières et foncières des communes de l'arrondissement de Bobigny	1977-1987
		1922W/ 1 - 70	Urbanisme, contrôle de légalité des autorisations et des actes en matière d'occupation et d'utilisation des sols : dossiers de permis de construire	1984-1992
		1970W/ 1 - 19	Urbanisme. - Affaires foncières, opérations d'aménagement	1982-1995
		1984W/ 1 - 23	Collectivités locales. - Affaires foncières, opérations d'aménagement et d'urbanisme	1984-1997
		2090W/ 1 - 8	Urbanisme, contrôle de légalité des autorisations et des actes en matière d'occupation et d'utilisation des sols : dossiers de permis de construire	
		2132W/ 1 - 20	Urbanisme. - Affaires foncières, opérations d'aménagement	1985-1999
		2133W/ 1 - 27	Urbanisme, contrôle de légalité des autorisations et des actes en matière d'occupation et d'utilisation des sols : dossiers de permis de construire	1991-1995
		2134W/ 1 - 18	Habitat insalubre, résorption.	1972-1989
		2135W/ 1 - 8		1989-1996
		2258W/ 1 - 7	Urbanisme, contrôle de légalité des autorisations et des actes en matière d'occupation et d'utilisation des sols : dossiers de permis de construire	1996-2001

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
DIRECTION DES ETRANGERS - DE	L'ancien service des étrangers, rattaché directement au secrétariat général, devient direction des étrangers à une date encore inconnue : il existe une décision fixant l'organigramme de la préfecture en date du 25 janvier 1999 qui mentionne la direction des étrangers.		
	1618W/ 1 - 6	Etrangers : séjours, naturalisations, décès, départs définitifs, dossiers clos.	
	1693W/ 1 - 45		
	1797W/ 1 - 57		
	1841W/ 1 - 59		
	1885W/ 1 - 105		
	1955W/ 1 - 70		
	2075W/ 1 - 42		1999-1999
	2076W/ 1 - 38		2000-2000
	2079W/ 1 - 121		1984-1984
	2084W/ 1 - 186		1985-1985
	2111W/ 1 - 38		2000-2000
	2152W/ 1 - 540		1987-1987
	2156W/ 1 - 111		1988-1988
	2160W/ 1 - 82		2001-2001
	2197W/ 1 - 184		
	2198W/ 1 - 47		
	2219W/ 1 - 5	Statistiques et renseignements sur les étrangers en Seine-Saint-Denis.	1971-1989
	2222W/ 1 - 96	Etrangers : séjours, naturalisations, décès, départs définitifs, dossiers clos	2000-2001
	2261W/ 1 - 60		2002-2003
2314W/ 1 - 90	2002-2002		
2359W/ 1 - 44	2003-2004		

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

<p>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION - DR</p>	<p>En 1993 (décision préfectorale du 19 avril), à l'occasion de la transformation de la DCL (direction des collectivités locales) en DRCL (direction des relations avec les collectivités locales), certaines attributions de la DR sont transférées à la DRCL : il s'agit du contrôle des actes pris par les autorités territoriales touchant à la circulation et au stationnement des véhicules sur la voirie de surface. Inversement, certaines attributions de la DRCL sont transférées vers la DR : il s'agit du traitement des contraventions de grande voirie. De plus, cette même décision modifie et transfère certaines attributions au sein des différents bureaux de la DR. Certaines attributions qui dépendent du bureau des libertés publiques sont rattachées au bureau de l'environnement et des établissements classés : il s'agit de la gestion des carrières, à titre principal et des explosifs à titre accessoire.</p>		
	<p>BUREAU DES ASSOCIATIONS ET DES ELECTIONS (anciennement en charge du recensement du service militaire et de l'instruction des demandes de dispense).</p>		
	<p>Créé en décembre 2004. Il reprend une partie des attributions de l'ancien bureau des élections et du service national, auparavant rattaché à la Direction de l'Administration générale et du Logement. La compétence sur les associations des anciens Bureau des libertés publiques et Bureau des affaires générales lui a été ajoutée.</p>		
	<p>8W/</p>	<p>1 - 94</p>	<p>Préfecture de la Seine-Saint-Denis. - Affaires générales</p>
	<p>16W/</p>	<p>1 - 42</p>	<p>Elections politiques et professionnelles</p>
	<p>17W/</p>	<p>1 - 17</p>	<p>Affaires militaires : conseil de révision, recensement.</p>
	<p>21W/</p>	<p>1 - 156</p>	<p>Elections politiques</p>
	<p>27W/</p>	<p>1 - 168</p>	<p>Elections politiques et professionnelles</p>
	<p>59W/</p>	<p>1 - 210</p>	<p>1965-1973</p>
	<p>60W/</p>	<p>1 - 18</p>	<p>Associations</p>
	<p>400W/</p>	<p>1 - 16</p>	<p>Affaires militaires : conseil de révision, recensement.</p>
	<p>408W/</p>	<p>1 - 9</p>	<p>Recensement complémentaire de la population, groupements mutualistes, dons et legs aux associations.</p>
	<p>441W/</p>	<p>1 - 126</p>	<p>Elections politiques, élections de la Chambre des Métiers de Paris</p>
	<p>1080W/</p>	<p>25 - 98</p>	<p>Service national, recensement : signalements.</p>
	<p>1082W/</p>	<p>87 - 141</p>	<p>Service national, recensement ; élections municipales et législatives.</p>
	<p>1092W/</p>	<p>1 - 317</p>	<p>Elections politiques et professionnelles</p>
	<p>1099W/</p>	<p>1 - 86</p>	<p>Associations déclarées de l'arrondissement de Bobigny.</p>
	<p>1238W/</p>	<p>1 - 297</p>	<p>Elections politiques et professionnelles</p>
	<p>1290W/</p>	<p>1 - 40</p>	<p>Service national, recensement</p>
	<p>1291W/</p>	<p>120 - 134</p>	<p>1973-1984</p>
	<p>1451W/</p>	<p>1 - 11</p>	<p>Sociétés mutualistes</p>
	<p>1459W/</p>	<p>1 - 122</p>	<p>Elections politiques, élections professionnelles.</p>

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes	
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).					
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION - DR	BUREAU DES ASSOCIATIONS ET DES ELECTIONS (anciennement en charge du recensement du service militaire et de l'instruction des demandes de dispense).	1503W/	1 - 270	Elections politiques, élections professionnelles.	1972-1989
		1522W/	1 - 39	Associations déclarées de l'arrondissement de Bobigny.	1906-1989
		1576W/	1 - 37	Elections municipales (1965 à 1991), cantonales (1961 à 1990), législatives (1968 à 1989), présidentielles (1969 à 1981), européennes : procès-verbaux (1979 à 1989).	1961-1991
		1577W/	1 - 58	Listes générales électorales politiques, élections politiques, élections professionnelles	1963-1991
		1663W/	113 - 113	Commission régionale de dispense du service national	1985-1990
		1669W/	1 - 61	Elections politiques, élections professionnelles	1978-1992
		1678W/	1 - 30	Elections : bulletins nuls de divers scrutins.	
		1679W/	1 - 20	Associations : dossiers de dissolution ou de transfert	1976-1993
		1709W/	1 - 154	Elections : listes électorales, tableaux rectificatifs, liste générale	1988-1994
		1761W/	71 - 78	Elections cantonales des 25 septembre et 2 octobre 1988, élections européennes du 18 juin 1989, élections cantonales d'Aulnay-sous-Bois sud des 6 et 13 juin 1993, élections au Tribunal de Commerce de Bobigny des 5 et 12 octobre 1993.	1980-1993
		1802W/	1 - 50	Elections présidentielles de 1995, élections municipales de 1995, élections cantonales partielles de 1995 : listes d'émargement.	1995-1995
		1803W/	1 - 28	Affaires militaires, Service national : demandes de dispenses, dossiers individuels (1990); Classes 1984, 1985, 1986 et 1987 : listes communales de recensement	1984-1990
		1804W/	1 - 5	Elections présidentielles de 1995, élections municipales de 1995 : bulletins nuls .	1995-1995
		1834W/	1 - 54	Elections politiques, élections professionnelles	1984-1995
		1860W/	1 - 23	Dons et legs aux associations, congrégations (formalités et autorisations), autorisation pour les associations culturelles de bénéficier des dispositions de l'article 200-3 et 238 bis du Code général des Impôts (réductions d'impôts).	1976-1990
		1950W/	1 - 46	Associations : dossiers de dissolution ou de transfert	
1951W/	1 - 5	Dons et legs aux associations	1991-1992		

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes	
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION - DR	BUREAU DES ASSOCIATIONS ET DES ELECTIONS (anciennement en charge du recensement du service militaire et de l'instruction des demandes de dispense).	2226W/ 1 - 60	Elections : listes d'émargement des élections cantonales des 11 et 18 mars 2001	2001-2001
	2227W/ 1 - 115	Elections : listes d'émargement du référendum du 24 septembre 2001	2001-2001	
	2228W/ 1 - 118	Elections : listes d'émargement des élections municipales des 11 et 18 mars 2001.	2001-2001	
	2244W/ 1 - 116	Elections politiques : listes d'émargement des élections présidentielles de 2002.	2002-2002	
	2245W/ 1 - 111	Elections politiques : listes d'émargement des élections législatives de 2002.	2002-2002	
	2246W/ 1 - 34	Associations : dossiers de dissolution ou de transfert	1915-2003	
	2248W/ 1 - 24	Dons et legs aux associations	1927-1999	
	2303W/ 1 - 11	Elections politiques : contentieux	1967-1985	
	2320W/ 1 - 14	ElectionsListes d'émargement des élections cantonales de 1992 et 1998, régionales de 1992, législatives de 1993, européennes de 1999 et du référendum de 1992 (ratification du traité sur l'Union européenne signé à Maastricht) pour la commune des Lilas.	1992-1999	
	2335W/ 1 - 2	ElectionsListes d'émargement des élections régionales de mars 1998 pour la commune des Lilas. Boite 1 : bureaux 1 à 7	1998-1998	
	2395W/ 1 - 2	Election régionale. Listes d'émargement des élections régionales de mars 2008 pour la commune des Lilas.	1998-1998	
	BUREAU DES LIBERTES PUBLIQUES - DR1 Bureau supprimé (2004)	La réorganisation des services de la Préfecture en décembre 2004 aboutit à un nouvel organigramme. Le Bureau des Libertés Publiques disparaît dans cette appellation. Les versements du bureau des libertés publiques relatifs aux associations et aux établissements classés sont présentés avec les versements du bureau des associations et des élections et du bureau de l'environnement, qui ont hérité de ces attributions.		
	1859W/ 1 - 31	Recherches dans l'intérêt des familles : dossiers de personnes recherchées, notices individuelles, avis d'inscription (clos en 1993 et 1994). Arrêtés de gardes particuliers (fin de fonction jusqu'en 1992).	1992-1994	

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES - DRCL	Une direction portant ce nom a existé dans les années 80. Ensuite, il s'agit d'une Direction des collectivités locales. En 1993, la DCL reprend le nom de DRCL. Cette dernière reprend certaines attributions de la direction de la réglementation (DR) : il s'agit du contrôle des actes pris par les autorités territoriales touchant à la circulation et au stationnement des véhicules sur la voirie de surface. Inversement, des attributions de la DRCL sont transférées vers la DR : il s'agit du traitement des contraventions de grande voirie. Certaines attributions de la DRCL sont aussi transférées à la DACI (direction des actions interministérielles) : il s'agit de la publication dans un journal d'annonces légales des décisions découlant de ses propres attributions et notamment celles de la CDEC (commission départementale des équipements commerciaux). En décembre 2004 les services de la préfecture sont réorganisés et la DRCL comporte 4 bureaux dont certains changent de noms.			
	37W/	1 - 54	Administration communale, contrôle administratif de la préfecture sur les affaires foncières.	
	39W/	1 - 33		1939-1970
	40W/	1 - 27		1949-1966
	41W/	1 - 39		1951-1966
	42W/	1 - 30		1950-1968
	44W/	1 - 7	Collectivités locales. - Equipements scolaires et sportifs des communes du département, tutelle administrative de la préfecture	
	45W/	1 - 23		1948-1968
	46W/	1 - 10		1946-1968
	47W/	1 - 9		1953-1969
	48W/	1 - 8		1953-1968
	49W/	1 - 6		1936-1968
	1462W/	1 - 149		1966-1983
	1768W/	1 - 296		Collectivités locales, contrôle de légalité des opérations d'aménagement et d'urbanisme
	2069W/	1 - 216	1971-1994	
	1119W/	1 - 21	Collectivités locales. - Equipements scolaires, tutelle administrative de la préfecture	
	1120W/	1 - 43	Collectivités locales. - Equipements scolaires du second degré, tutelle administrative de la préfecture	
	1123W/	1 - 70	Collectivités locales. - Equipements sportifs et socio-éducatifs des communes, tutelle administrative de la préfecture	
	1125W/	1 - 102	Collectivités locales. - Equipements scolaires des communes, tutelle administrative de la préfecture	
	1128W/	23 - 50	Collectivités locales, tutelle administrative de la préfecture.	1971-1973
1129W/	1 - 62	1972-1981		

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes	
	1131W/ 1 - 199		1968-1984	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES - DRCL	1404W/ 224 - 315	Collectivités locales. - Equipement et voirie des communes, tutelle administrative de la préfecture	1967-1984	
	1502W/ 54 - 149	Collectivités locales. - Equipements culturels des communes, tutelle administrative de la préfecture	1968-1984	
	1537W/ 1 - 269	Cessions et acquisitions foncières.	1969-1983	
	1553W/ 1 - 155	Collectivités locales. - Equipements scolaires, culturels et sportifs des communes, tutelle administrative de la préfecture		
	BUREAU DE LA COORDINATION ET DES AFFAIRES LOCALES	1356W/ 33 - 87	Collectivités locales. - Affaires communales, tutelle administrative de la préfecture	1964-1982
		1358W/ 5 - 14		1969-1981
		1359W/ 1 - 4		1966-1983
	BUREAU DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET DES MARCHES - DCL1	1816W/ 1 - 33	Collectivités locales. - Equipements scolaires des premier et second degré, contrôle de légalité des marchés publics.	1982-1990
		1848W/ 1 - 24	Collectivités locales, contrôle de légalité des marchés publics	1987-1991
		2031W/ 1 - 203	Collectivités locales, contrôle de légalité des marchés publics de travaux	1981-1994
	BUREAU DES AFFAIRES FINANCIERES - DCL2	13W/ 1 - 16	Personnel communal. - Epuration administrative, pourvois devant le tribunal administratif.	1925-1968
		43W/ 1 - 87	Collectivités locales, tutelle préfectorale sur les affaires financières	
		1124W/ 1 - 79		1966-1981
		1355W/ 1 - 54		1969-1983
		1469W/ 1 - 417		1952-1985
	1555W/ 71 - 197	1975-1984		

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
SOUS-PREFECTURE DE L'ARRONDISSEMENT DU RAINCY - Le Raincy		4W/ 1 - 33	Tutelle administrative des collectivités locales.	1963-1966
		5W/ 1 - 108		1941-1969
		6W/ 1 - 29	Etablissements classés.	1955-1969
		1006W/ 1 - 1	Livrets de circulation de nomades.	1960-1979
		1045W/ 1 - 1		1971-1982
		1048W/ 1 - 349	Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement de la Seine-et-Oise, construction d'équipements publics.	
		1064W/ 1 - 3	Autorisation de démolition et de transformation de locaux. Logement.	1960-1968
		1152W/ 1 - 1	Etablissements classés.	1964-1967
CABINET DU SOUS-PREFET DU RAINCY		2165W/ 1 - 106	Elections politiques et professionnelles	1974-2000
SECRETARIAT GENERAL DE LA SOUS-PREFECTURE DU RAINCY	BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DU LOGEMENT	1584W/ 1 - 166	Dossiers d'expulsions locatives	
		2150W/ 1 - 50	Dossiers d'associations dissoutes ou transférées dans un autre département	1932-2001
		2153W/ 1 - 53	Dossiers d'expulsions locatives clos.	1993-1993
		2154W/ 1 - 66		1994-1994
		2155W/ 1 - 62		1995-1995
	BUREAU DE L'ADMINISTRATION GENERALE	20W/ 1 - 33	Elections politiques : listes électorales des communes de l'arrondissement du Raincy	1965-1970
	BUREAU DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1090W/ 1 - 353	Collectivités locales et établissements hospitaliers de l'arrondissement du Raincy, tutelle administrative de la préfecture	1942-1981
		2151W/ 1 - 91	Collectivités locales de l'arrondissement du Raincy, contrôle de légalité des marchés publics	1965-1994

Communicabilité des archives

Les dispositions relatives à la communication des archives sont fixées par les articles L 213-1 à L 213-3 du Code du Patrimoine.

Les archives publiques sont, par principe, communicables de plein droit. Toutefois, sont prévus des délais à cette communication pour les documents dont le contenu porte atteinte à des intérêts que la loi entend protéger.

La nature et le contenu des documents composant un versement sont variables. Il est donc rarement possible d'établir un délai de communication homogène pour un versement dans son ensemble. Ainsi, l'état des versements qui suit ne mentionne pas de délais de communicabilité : cette information pourra être obtenue par la consultation des bordereaux de versement en salle de lecture ou, dans un avenir proche, par l'accès à notre base de données en ligne.

A noter : l'autorisation de consultation de documents d'archives publiques avant l'expiration des délais fixés par l'article L. 213-2 peut être accordée aux personnes qui en font la demande, dans la mesure où l'intérêt qui s'attache à la consultation de ces documents ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger. Cette autorisation est accordée par l'administration des archives après accord de l'autorité dont émanent les documents.

Récapitulatif des délais de communicabilité (fixés par la loi n°2008-696 du 15 juillet 2008) :

Délibérations du Gouvernement, relations extérieures, monnaie et crédit public, secret industriel et commercial, recherche des infractions fiscales et douanières	25 ans
Secret de la défense nationale, intérêts fondamentaux de l'État en matière de politique extérieure, sûreté de l'État, sécurité publique	50 ans
Protection de la vie privée	
Document portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une personne physique	
Statistiques.	25 ans
Statistiques collectées par des questionnaires portant sur des faits et comportements privés (dont recensement)	75 ans
Enquêtes de police judiciaire	
Dossiers des juridictions	
État civil : naissance	
Etat civil : mariage	
Etat civil : décès	Immédiatement communicable
Minutes et répertoires des notaires	75 ans
Dossiers des juridictions et enquêtes de police en matière d'agressions sexuelles	100 ans
Documents qui se rapportent aux mineurs (vie privée, dossiers judiciaires, minutes et répertoires)	
Dossiers de personnel	50 ans
Sécurité des personnes	100 ans
Secret médical	25 ans après le décès ou 120 ans après la naissance
Archives dont la divulgation pourrait permettre de concevoir, de fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes de destruction massive (nucléaires, biologiques, chimiques ou bactériologique).	Incommunicable